

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



54206



Distr.
RESTREINTE

E/CN.14/ADB/6/Add.2
24 septembre 1962

FRANCAIS
~~Original: ANGLAIS~~

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Comité des Neuf pour la création d'une
Banque africaine de développement
Deuxième session
Douala, 24-27 septembre 1962

RAPPORT DU GROUPE A2 SUR SES CONSULTATIONS
AVEC LES GOUVERNEMENTS DES PAYS AFRICAINS
AU SUJET DE LA CREATION D'UNE BANQUE
AFRICAINNE DE DEVELOPPEMENT

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphe</u>
I. INTRODUCTION.....	1-4
II. COMPTE RENDU DES DELIBERATIONS.....	
i) Objet de la Banque.....	5-6
ii) Structure financière.....	7-13
iii) Contrôle et gestion.....	14
iv) Nature et forme des opérations de la Banque.....	15-17
v) Siège de la Banque.....	18
vi) Bureaux régionaux.....	19
Annexes: Compte rendu des consultations avec les Gouvernements des pays suivants:	
I. Gambie	
II. Guinée	
III. Sierra Leone	
IV. Liberia	
V. Côte-d'Ivoire	
VI. Ghana	
VII. Togo	
VIII. Dahomey	
IX. République Centrafricaine	
X. République du Congo (Léopoldville)	
XI. République du Congo (Brazzaville)	
XII. Gabon	

I. INTRODUCTION

1. Le Groupe de consultations A2 était composé des membres suivants:

M. A. Olu Omololu (Chef du Groupe)	Secrétaire principal adjoint Ministère Fédéral des Finances Lagos, Nigéria
M. El Sid El Fil	Gouverneur adjoint Banque du Soudan
M. Sekou Troare	Directeur général adjoint Banque Populaire de développement du Mali

M. Romeo Horton, Président du Comité des Neuf et membre de droit de tous les groupes a pris part aux consultations avec les Gouvernements du Dahomey, du Ghana et du Togo.

M. Giovanni Mancini, expert régional pour les questions fiscales et financières, Commission économique pour l'Afrique, a rempli les fonctions de Secrétaire du Groupe, M. Guillermo Muzlera-Mooney a accompagné le Groupe en qualité d'interprète.

2. Du 30 juillet au 21 septembre 1962, le Groupe a visité les pays suivants: Gambie, Guinée, Sierra-Leone, Libéria, Côte-d'Ivoire, Ghana, Togo, Dahomey, République Centrafricaine, République du Congo (Léopoldville), République du Congo (Brazzaville) et République du Gabon. Au cours de ses visites aux différents pays, le Groupe a eu des consultations avec les gouvernements intéressés et avec des représentants d'institutions financières.

3. Le Groupe de consultations, à qui le meilleur accueil a été réservé par tous les gouvernements, n'a eu qu'à se féliciter de l'esprit de compréhension et de coopération qu'il a rencontré au cours des réunions. Il a eu l'honneur d'être reçu par S.E. le Premier Ministre de Gambie, S.E. le Président de la République de Guinée, S.E. le Premier Ministre de Sierra-Leone, S.E. le Président de la République du Dahomey et S.E. le Président de la République du Congo (Léopoldville). L.E. le Président du Libéria et le Président de la Côte-d'Ivoire n'ont pu recevoir le

Groupe parce que leurs pays recevaient respectivement la visite du Président de l'Etat d'Israel et du Président du Mali. Le Président de la République du Congo (Brazzaville) ayant été appelé inopinément hors de la capitale, a dû annuler son invitation au Groupe.

4. Le Groupe a été également reçu par L.E. les Ministres des Affaires étrangères. Le Président et les membres du Groupe tiennent à exprimer leurs remerciements aux gouvernements des pays visités pour l'accueil qui leur a été réservé et remercient également les Représentants résidents du Bureau de l'Assistance technique des Nations Unies, dans les diverses capitales visitées, pour le concours qu'ils ont bien voulu lui accorder.

II. COMPTE RENDU DES DELIBERATIONS^{1/}

i) Objet de la Banque

5. Les gouvernements des pays visités par le Groupe ont approuvé la proposition de création d'une Banque africaine de développement qui, à leur avis, pourrait être considérée comme un moyen réaliste de tendre vers l'unité et la solidarité africaines et comme un utile instrument pour stimuler le développement économique et social du continent.

6. Toutefois, certains pays ont pensé qu'il faudrait s'efforcer de faciliter la création de banques nationales et régionales de développement, car cela rendrait plus aisées la création et les opérations d'une Banque africaine de développement.

ii) Structure financière

7. Les gouvernements ont partagé les vues exprimées par le Comité des Neuf, à

^{1/} Il convient de remarquer que les consultations avec les pays d'Afrique associés à l'Union africaine et malgache, ainsi que les vues exprimées par leurs gouvernements, sont subordonnées aux délibérations et décisions de l'Organisation africaine et malgache de coopération économique (OAMCE) à sa réunion de Libreville.

Le texte de la résolution sur la Banque africaine de développement, adoptée par l'OAMCE à Libreville figure à l'Annexe I du document E/CN.14/ADB/6.

savoir que la Banque devrait être une institution africaine appartenant en propre aux gouvernements africains, contrôlée et gérée par des Africains, et libre de toute influence politique, intérieure ou extérieure. Ils ont par conséquent pensé que, comme premier moyen de préserver le caractère africain de la Banque, le capital action devrait être entièrement souscrit par les Etats membres africains.

8. Quelques gouvernements se sont néanmoins demandé pour le cas où des pays non-africains n'accepteraient pas d'aider la Banque par d'autres moyens, s'il ne serait pas souhaitable de les autoriser à souscrire au capital action. On pourrait maintenir le contrôle de la Banque entre les mains des Africains en limitant les souscriptions non-africaines à un faible pourcentage du capital action total, et en limitant les voix dans la même proportion. Si ce système était accepté, les voix dont disposeraient les pays non-africains devraient être réparties entre ces pays selon des conditions qui seraient spécifiées dans les statuts de la Banque.

9. En général, les gouvernements ont été d'accord pour estimer que le capital action de la Banque devrait être fixé à 200 millions de dollars des Etats-Unis, étant entendu que ce capital pourrait être augmenté au fur et à mesure que l'activité de la Banque se développerait.

10. Les gouvernements ont aussi convenu que le capital versé (50% du capital action total) devrait être payé en devises convertibles, le reste étant disponible comme garantie des prêts avancés par la Banque, dans la mesure du possible, payable en monnaie locale.

11. Diverses suggestions ont été faites au sujet de l'importance des contributions des divers pays d'Afrique au capital action de la Banque. Plusieurs gouvernements ont été d'avis qu'il faudrait fixer une souscription minimale. Ils ont ajouté toutefois qu'il faudrait également fixer une contribution maximale de manière à empêcher que les pays riches n'acquiescent le contrôle de la Banque. La souscription de chaque pays pourrait alors être déterminée d'après certains critères tels que le produit national brut et le revenu national. Certains gouvernements ont suggéré que l'importance du budget national et d'autres facteurs généraux, comme la population devraient également être pris en considération.

12. On a estimé, en général qu'en plus de leur souscription au capital action, les

pays d'Afrique devraient, si possible, aider la Banque en faisant des prêts directement ou en souscrivant des obligations de la Banque. Ces contributions supplémentaires ne devraient pas augmenter le nombre de voix des pays intéressés mais un intérêt devrait être payé sur les prêts.

13. Tous les pays consultés ont exprimé l'avis qu'une participation non africaine au capital de la Banque devrait, en principe, être autorisée sous forme de prêts, de souscriptions d'obligations et de dons.

iii) Contrôle et gestion

14. Les gouvernements ont accepté en général les propositions contenues dans le mémorandum de la CEA.

iv) Nature et forme des opérations de la Banque

15. Les gouvernements ont été unanimes à admettre que seuls des projets de développement situés en Afrique devraient être financés par la Banque.

16. La plupart des gouvernements ont estimé que la Banque devrait financer des projets multi-nationaux seulement. Quelques-uns ont estimé toutefois que la Banque pourrait financer des projets nationaux ou multi-nationaux, mais qu'une priorité devrait être réservée à ces derniers.

17. Les projets productifs devraient être financés sur des fonds obtenus à des conditions commerciales mais les projets non-productifs seraient financés sur des fonds obtenus à des conditions non commerciales. Une majorité des gouvernements ont été d'avis que la Banque ne devrait pas financer des projets du secteur privé, mais plusieurs autres entre eux se sont déclarés en faveur d'une participation à l'animation de l'industrie privée. Il a été suggéré qu'en général la Banque devrait s'assurer que les projets soumis pour financement sont partie de programmes nationaux de développement. A cet égard, la collaboration entre la Banque africaine de développement et les banques nationales de développement a été considérée comme indispensable.

v) Siège de la Banque

18. Les gouvernements ont suggéré que l'on tienne compte des critères suivants pour

déterminer l'emplacement du Siège de la Banque africaine de développement:

- a) Facilités d'accès;
- b) Situation géographique centrale;
- c) Bon fonctionnement des services de télécommunications;
- d) Disponibilités en logements et en bureaux;
- e) Disponibilités en personnel qualifié.

vi) Bureaux régionaux

19. Tous les gouvernements consultés se sont déclarés en faveur d'une centralisation totale de la Banque et ont suggéré que les banques nationales de développement jouent le rôle de correspondants.

$$x_1, \dots, x_n \in \mathbb{R}^n$$

Let x_1, \dots, x_n be a set of vectors in \mathbb{R}^n . Then the following conditions are equivalent:

$$(1) \quad x_1, \dots, x_n \text{ are linearly independent.}$$

$$(2) \quad \det(x_1, \dots, x_n) \neq 0.$$

$$(3) \quad x_1, \dots, x_n \text{ form a basis for } \mathbb{R}^n.$$

$$(4) \quad x_1, \dots, x_n \text{ are linearly independent.}$$

$$(5) \quad x_1, \dots, x_n \text{ are linearly independent.}$$

$$(6) \quad x_1, \dots, x_n \text{ are linearly independent.}$$

$$(7) \quad x_1, \dots, x_n \text{ are linearly independent.}$$

Let x_1, \dots, x_n be a set of vectors in \mathbb{R}^n . Then the following conditions are equivalent:

$$(1) \quad x_1, \dots, x_n \text{ are linearly independent.}$$

$$(2) \quad \det(x_1, \dots, x_n) \neq 0.$$

$$(3) \quad x_1, \dots, x_n \text{ form a basis for } \mathbb{R}^n.$$

territoriale et des ressources de leur pays, la contribution de la Gambie au capital de la Banque devrait être des plus réduites. Il a été suggéré, en conséquence, que tous les pays membres pourraient verser une contribution initiale, qui pourrait être appelée "Part de fondateur" d'une valeur de 50,000 dollars des Etats-Unis, le reste de la contribution étant proportionnel à la population. Cette contribution pourrait être de l'ordre de 100 actions de 5 dollars des Etats-Unis par millier d'habitants. Il a été également suggéré que les actions ordinaires de la Banque soient cessibles, mais exclusivement aux ressortissants des pays membres de la Banque. En réponse à la question du Groupe relative aux précautions à prendre pour éviter qu'un ou plusieurs pays n'acquière le contrôle de la Banque, les représentants ont exprimé l'avis qu'il appartiendra au Comité des Neuf de fixer les droits de vote des diverses catégories d'actions de telle sorte que les petits contributeurs soient suffisamment protégés.

(iii) Contrôle et gestion

6. Les représentants ont accepté la suggestion du Comité des Neuf relative au Conseil des gouverneurs et au Conseil d'administration de la Banque. Ils ont toutefois critiqué la restriction formulée par le Comité des Neuf selon laquelle le directeur et les directeurs adjoints de la Banque devraient être Africains. Les représentants du Gouvernement ont estimé que le recrutement pour ces postes devrait être laissé libre pour préserver des normes élevées de gestion.

(iv) Nature et formes des opérations de la Banque

7. Le Gouvernement a été d'avis que les opérations de la Banque ne devraient pas se limiter au seul secteur public; il devrait être donné pouvoir aux administrateurs d'accorder des crédits à moyen et à long terme au secteur privé. Cette suggestion provient de ce que les pays qui ont adopté le système bancaire britannique ne consentent pas de crédits à moyen et à long terme aux entreprises privées. Au sujet des dons provenant de sources extra-africaines, les représentants du Gouvernement ont estimé que la Banque devrait agir comme organe de répartition de ces dons entre les pays africains membres.

(v) Remboursement des prêts

8. Au sujet de remboursement des prêts, les représentants du Gouvernement de la

ANNEXE I

GAMBIE

COMPTE RENDU DES CONSULTATIONS

I. Introduction

1. Le Groupe A2 a séjourné à Bathurst du 28 au 31 juillet 1962. Le Gouvernement de la Gambie était représenté aux consultations par les personnalités suivantes:

S.E. Sherif Siday	Ministre des Finances
M. R.G. Mansfield	Secrétaire financier Ministère des Finances
M. D.A. Percival	Conseiller économique Cabinet de la Présidence
M. I. De Lozey	Directeur par interim Banque de l'Afrique de l'ouest

II. Remarques générales

2. S.E. M. Sherif Siday, Ministre des Finances, a ouvert la réunion en souhaitant la bienvenue au Groupe. Dans sa réponse, le Chef de Groupe a indiqué que l'objet de la visite était de connaître les vues du Gouvernement de la Gambie sur la création d'une Banque africaine de développement telle qu'elle est décrite dans le Memorandum du Secrétaire exécutif de la CEA, en date du 2 juillet 1962.

3. Les représentants du Gouvernement de la Gambie ont favorablement accueilli l'idée de créer la Banque envisagée. Ils ont, d'une manière générale, approuvé les vues contenues dans la Communication du Comité des Neuf sur la Banque africaine de développement et ont ajouté les commentaires et observations qui suivent.

III. Résumé des délibérations

(i) Objet de la Banque

4. Il a été estimé que la Banque devrait être créée en vue de canaliser de nouveaux capitaux de sources extra-européennes qui s'ajouteraient aux capitaux étrangers qui peuvent être disponibles en ce moment pour l'Afrique.

(ii) Structure financière

5. Les représentants du Gouvernement ont estimé que pour tenir compte de l'étendue

Gambie ont estimé qu'il serait souhaitable que la Banque demande le remboursement en devises convertibles mais, en ce qui concerne les emprunts de la Gambie, ils ont été d'avis que ces emprunts pourraient être remboursés en la monnaie du pays, laquelle est convertible.

(vi) Siège de la Banque

9. Les représentants du Gouvernement de la Gambie ont été d'avis que l'emplacement du Siège de la Banque devrait être choisi en fonction des critères suivants:

- a) La Banque ne devrait pas être située dans un pays contributeur important;
- b) Facilités d'accès;
- c) Coût de la vie peu élevé et services peu coûteux;
- d) Climat agréable;
- e) Population bilingue (anglais-français).

(vii) Bureaux régionaux

Les représentants du Gouvernement de la Gambie ont estimé que seul le Conseil d'administration pourrait donner une réponse satisfaisante à cette question, laquelle n'a qu'une importance secondaire pour la création de la Banque. Ils se sont déclarés en faveur de la centralisation et ont estimé que la régionalisation interviendrait à la faveur du développement des activités de la Banque.

ANNEXE II

GUINEE

COMPTE RENDU DES CONSULTATIONS

I. Introduction

1. Le Groupe A2 a séjourné à Conakry du 3 au 5 août 1962. Le Gouvernement de la Guinée était représenté aux consultations par les personnalités suivantes:

M. Ousmane Baldet	Vice-Gouverneur de la Banque Centrale
M. Marcel Cros	Directeur, Banque du Commerce extérieur
M. Mamadou Bah	Directeur général, Banque nationale de crédit
M. Sangare n'Faly	Directeur adjoint, Banque nationale de crédit

II. Remarques générales

2. M. Ousmane Baldet, Vice-Gouverneur de la Banque centrale de Guinée et membre du Cabinet, a souhaité la bienvenue à la Mission et a expliqué qu'en Guinée le Gouverneur et le Vice-Gouverneur de la Banque Centrale étaient Ministres d'Etat.
3. M. Baldet a déclaré que son Gouvernement était en faveur de la création d'une Banque africaine de développement qu'il considérerait comme une première étape vers l'unité africaine, objectif que la Guinée cherche à atteindre.
4. Les représentants du Gouvernement de la Guinée ont approuvé, d'une manière générale, les vues exprimées dans le Memorandum du 2 juillet 1962 du Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique. Ils ont néanmoins formulé les commentaires et observations qui suivent.

III. Résumé des délibérations

(i) Objet de la Banque

5. Le porte-parole du Gouvernement de la Guinée a approuvé les vues contenues dans le memorandum de la CEA, mais a souligné: (1) que le principal souci de la Banque devrait être de contribuer à la formation de l'unité africaine et, par la suite, à la création d'une unité économique globale; (2) qu'afin de préserver

le caractère africain de la Banque, on pourrait suggérer que:

- a) La Banque soit située en Afrique;
- b) L'intégralité du capital soit africain;
- c) L'organe directeur soit africain;
- d) Le Directeur et son adjoint soient tous deux Africains;
- e) Les dispositions nécessaires soient prises pour permettre à tous les pays d'Afrique de devenir membres de la Banque.

Au sujet de ce dernier point, toutefois, comme certains pays n'ont pas encore accédé complètement à l'indépendance, on pourrait les admettre comme membres associés et les statuts de la Banque prévoieraient pour eux une procédure d'admission définitive lorsqu'ils seraient devenus complètement indépendants. Les droits et obligations des membres associés devraient être limités.

(ii) Structure financière

6. Le porte-parole du Gouvernement de la Guinée a approuvé les suggestions contenues dans le memorandum de la CEA sur ce point mais a présenté les observations suivantes: il serait préférable que le capital action soit exclusivement africain et que la participation non-africaine soit acceptée sous d'autres formes. Il a été suggéré de fixer une souscription minimale de l'ordre de 600.000 dollars des Etats-Unis, donnant au porteur un droit de vote de 100 voix. Quant aux contributions supplémentaires au capital action, il a été estimé qu'on pourrait adopter une échelle mobile semblable à celle du FMI. Il a été suggéré aussi que toutes les réserves de devises étrangères d'Afrique soient remises à la Banque.

(iii) Contrôle et gestion

7. Le porte-parole du Gouvernement de la Guinée a marqué son accord sur les vues exprimées dans le memorandum de la CEA, avec cette réserve qu'il a considéré qu'il ne devrait pas y avoir de sièges permanents au Conseil des gouverneurs.

(iv) Nature et formes des opérations de la Banque

8. Le porte-parole du Gouvernement de la Guinée a admis qu'il faudrait réserver la priorité aux projets multi-nationaux et que la Banque devrait financer aussi bien des projets nationaux que des projets multi-nationaux. Il a été d'avis néanmoins

que, dans le cas des projets multi-nationaux, une décision à la majorité simple suffirait alors que pour les projets nationaux, une majorité des trois-quarts devrait être requise. La Banque financerait aussi le secteur public et le secteur de l'économie mais ne devrait pas exiger de garanties des emprunteurs privés. En ce qui concerne le financement des projets productifs et non-productifs, le porte-parole a estimé que la Banque devrait financer des projets multi-nationaux non-productifs et productifs mais qu'elle devrait réserver la priorité aux premiers. La Banque ne devrait pas financer des projets nationaux non-productifs. Dans le cas de projets nationaux productifs, la BAD devrait jouer le rôle de chambre de compensation pour les capitaux non-africains.

(v) Siège de la Banque

9. Relativement au siège de la Banque, le porte-parole du Gouvernement de la Guinée a présenté les commentaires suivants:

- a) La Banque devrait être située dans un pays dégagé de problèmes politiques pendants de longue date et risquant d'amener la rupture des relations diplomatiques avec un ou plusieurs pays membres;
- b) Elle devrait être d'accès facile;
- c) Elle devrait se trouver dans un pays où les lois sur l'immigration sont assez souples et libérales;
- d) Il conviendrait d'obtenir l'accord préalable du pays intéressé.

(vi) Bureaux régionaux

10. Les représentants du Gouvernement se sont déclarés en faveur d'une complète centralisation de la Banque mais ont ajouté que des correspondants locaux pourraient être établis dans les pays membres; ces correspondants devant être désignés par les gouvernements respectifs. Les motifs invoqués pour cette centralisation sont les suivants:

- a) parce que la création de bureau régionaux de la Banque ne contribuerait pas à la formation de l'unité africaine;
- b) parce que les projets régionaux de développement financés par la Banque devraient être envisagés dans le contexte du développement général de l'Afrique;
- c) parce que le personnel Africain est trop peu nombreux pour alimenter des bureaux régionaux;
- d) parce que le fonctionnement de bureaux régionaux augmenterait les frais généraux de la Banque.

4. *Staphylococcus aureus*.

ANNEXE III

SIERRA LEONE

COMPTE RENDU DES CONSULTATIONS

I.3 INTRODUCTION

1. Le Groupe A2 a séjourné à Freetown du 6 au 12 août 1962. Le Gouvernement du Sierra Leone était représenté aux consultations par les personnes suivantes :

M. Albert Magai
Ministre des finances

M. Ojumerce King
Ministre du développement

M. S.B. Nicol Cole
Secrétaire au développement

M. John Taylor
Secrétaire aux finances

M. Sheikh B. Daramy
Secrétaire-adjoint aux finances

M. T.A.D. Aitkens
Secrétaire-adjoint principal

II. REMARQUES GENERALES

2. M. Albert Magai a accueilli la mission au nom du Gouvernement du Sierra Leone et le Chef du Groupe de consultation a répondu à ce message de bienvenue en exposant l'objet de la visite du Groupe au Sierra Leone.

3. M. Magai a déclaré que son Gouvernement n'avait pas eu assez de temps pour étudier le mémoire de la CEA parce que des élections générales devaient avoir lieu et que le Parlement s'était réuni ensuite en session extraordinaire pour l'examen du budget. M. Magai a donc demandé qu'un certain temps soit laissé pour étudier le mémoire et consulter le Cabinet. Le Gouvernement sera alors en mesure d'exposer en détail sa manière de voir. Il a cependant ajouté qu'à première vue il se ralliait entièrement aux opinions du Comité des Neuf telles qu'elles sont exposées

dans le memorandum de la CEA. Quant à savoir si l'établissement d'une Banque de développement africaine était souhaitable ou nécessaire, il a fait surtout remarquer qu'il importait de savoir si cette création serait sage au cas où la Banque ne pourrait ni offrir ni fournir ses services à des conditions bien meilleures que les établissements financiers internationaux comme la Banque mondiale, le FMI, l'Association internationale pour le développement, la SFI, etc., qui mettent déjà leurs services à la disposition des pays africains.

4. En réponse à cette objection, la mission s'est efforcée de dissiper les craintes du Ministre des finances qui a paru satisfait des explications données.

ANNEXE IV

LIBERIA

COMPTE RENDU DES CONSULTATIONS

I. INTRODUCTION

1. Le Groupe A2 a séjourné à Monrovia du 13 au 15 août 1962. Le Gouvernement du Libéria était représenté aux consultations par les personnalités suivantes :

M. Charles Sherman
Secrétaire de la Trésorerie

M. J. Milton Weeks
Directeur, Bureau de la recherche économique

M. Kedrick W. Brown
Sous-secrétaire de la Trésorerie

M. E.B. McClain
Conseiller financier

M. David Neal
Directeur-adjoint,
Bureau de la recherche économique

M. Estrado Bernard
Conseiller juridique,
Département de la Trésorerie

II. REMARQUES GENERALES

2. M. Charles Sherman, Secrétaire de la Trésorerie, a accueilli la mission au nom du Gouvernement du Libéria. Le Chef du Groupe a expliqué que la visite de la mission au Libéria avait pour objet de recueillir les vues du Gouvernement libérien, sur le memorandum du 2 juillet 1962 de la CEA relatif à la création d'une Banque africaine de développement.

3. Le Secrétaire à la Trésorerie a été d'accord pour admettre que le capital-action de la Banque soit entièrement africain. Il a estimé également qu'il fallait accueillir les contributions de source non-africaine sous la forme de souscriptions d'obligations, de prêts, etc. Cependant, il n'a pas approuvé le chiffre de 200 millions de dollars proposé dans le

mémorandum de la CEA, affirmant que moins élevé serait le capital-action, plus vite la Banque serait créée. Selon lui, le délai de souscription (quel que soit le montant du capital qui pourrait être fixé ultérieurement) devrait dépasser celui qui est proposé dans le mémoire de la CEA. Quant à la gestion de la Banque, il s'est rallié à l'avis du Comité des Neuf au sujet du Conseil des Gouverneurs et du Conseil d'administration, mais il a estimé que le Directeur-général de la Banque et son adjoint **ne devraient** pas être nécessairement africains. La Banque devra être gérée selon des principes bancaires rigoureux, et non pas comme une institution politique. Ses principaux fonctionnaires devront donc au moins au début, être choisis parmi les meilleurs possibles et non en raison de leur nationalité.

4. Quant aux opérations, il a estimé que la Banque doit également aider les Etats africains à faire l'inventaire de leurs ressources et de leurs possibilités économiques propres, ajoutant que le meilleur moyen d'y parvenir serait de créer un département de la recherche technique. Sans réserve de l'assentiment des gouvernements intéressés, ce département devra prendre l'initiative d'enquêtes et de recherches.

i) Objet de la Banque

5. Les représentants du Gouvernement du Libéria ont approuvé la proposition de création de la Banque africaine de développement telle qu'elle est exposée dans le mémorandum de la CEA mais ils ont estimé que la Banque devrait offrir certains services en plus que ceux qu'offrent déjà les institutions financières existantes. En ce qui concerne les relations entre la Banque africaine de développement et les banques nationales de développement, ils ont été d'avis que ces dernières devraient fournir à la Banque africaine tous renseignements concernant leur activité. La Banque africaine de développement pourrait ainsi affecter ses fonds en fonction des besoins du ou des pays en cause.

ii) Structure financière

6. Les représentants du Gouvernement du Libéria ont accepté que le capital-action soit entièrement souscrit par les pays africains. Ils ont émis l'idée que ce capital-action ne devrait pas être d'un montant tel qu'il constitue une charge pour les pays les moins riches. Ils ont estimé qu'il ne leur appartenait pas de proposer un chiffre pour la contribution de base mais ils ont déclaré qu'ils se rangeront, sur ce point, à la décision du Comité.

iii) Contrôle et gestion

7. Les représentants du Gouvernement du Libéria ont approuvé les suggestions du memorandum, conformément à la déclaration précédente du Secrétaire de la Trésorerie (voir II ci-dessus).

iv) Nature et formes des opérations de la Banque

8. Les représentants du Gouvernement du Libéria ont approuvé, dans sa généralité, le memorandum de la CEA mais ont estimé qu'il ne serait pas possible, au stade actuel de poser une règle stricte quant aux types de projets à financer par la Banque africaine de développement. Les projets devraient être étudiés en eux-mêmes. La Banque africaine de développement devrait être en mesure d'accorder des prêts commerciaux convenablement garantis par les gouvernements, mais la priorité devrait être donnée au secteur public. Les représentants ont également suggéré que la Banque puisse faire des placements à court terme.

v) Remboursement des prêts

9. Les représentants du Gouvernement du Libéria ont été d'avis que les prêts consentis par la Banque devraient être remboursables tant en monnaie locale qu'en devises fortes.

vi) Siège de la Banque

10. D'après les représentants du Gouvernement du Libéria, les critères suivants devraient déterminer le choix du siège de la Banque :

- a) Facilité d'accès
- b) Position centrale
- c) Avantages offerts par le gouvernement
- d) Hôtels et autres possibilités de logement.

vii) Bureaux régionaux

11. Les représentants du Gouvernement du Libéria n'approuvent pas la création de bureaux régionaux en raison :

- a) de la pénurie de personnel qualifié
- b) des dépenses que la création de ces bureaux entraînerait.

12. D'après eux, la Banque africaine de développement pourrait charger les banques nationales de la représenter localement.

ANNEXE V

COTE-D'IVOIRE

COMPTE RENDU DES CONSULTATIONS

I. INTRODUCTION

1. Le Groupe A2 a séjourné à Abidjan du 16 au 19 août 1962. Le Gouvernement de la Côte-d'Ivoire était représenté aux consultations par les personnalités suivantes :

M. Saller
Ministre des finances

M. Mohamed Diawara
Directeur du Cabinet
Ministère des finances

M. J. Batheste Emetheir
Chef de Service
Ministère du Commerce extérieur

II. REMARQUES GENERALES

2. Le Ministre des finances de la Côte-d'Ivoire a accueilli la mission et a déclaré que son Gouvernement s'intéressait beaucoup au projet de création d'une Banque africaine de développement. Il a cependant ajouté que dans toute étude sur la Banque envisagée il faudrait prendre en considération les relations qui doivent exister entre cette Banque et les banques nationales de développement opérant dans la plupart des pays africains.

III. COMPTE RENDU DES CONSULTATIONS

1) Objet de la Banque

3. Le porte-parole du Gouvernement de la Côte-d'Ivoire a déclaré que de nombreux pays africains ont déjà créé des banques nationales de développement et que d'autres, dont la Côte-d'Ivoire, envisagent de faire de même. Dans ces conditions, il a estimé qu'il conviendrait avant qu'une décision soit prise, d'entreprendre une nouvelle étude approfondie. Précisant sa pensée, il a émis l'avis qu'il conviendrait d'examiner

soigneusement les relations qui pourraient exister entre les banques nationales de développement et la Banque envisagée. Ayant été informé que la Banque africaine aurait pour tâche de rechercher de nouvelles sources de capitaux, le porte-parole a déclaré que, dans ces conditions, son Gouvernement pourrait approuver la création d'une Banque africaine de développement.

ii) Structure financière

4. Le Gouvernement de la Côte-d'Ivoire a approuvé les suggestions de la CEA relatives à la structure financière de la Banque africaine de développement mais il a estimé qu'il faudrait examiner davantage cet aspect de la question avant de créer la Banque. Il a estimé que les participations non-africaines devraient être non seulement accueillies favorablement mais encouragées. En ce qui concerne cette participation non-africaine, le Gouvernement ivoirien considère que pour attirer les capitaux étrangers il faudra accorder aux non-Africains un certain contrôle sur la Banque. Quant au montant du capital de la Banque africaine de développement, le Gouvernement n'a pas pris position, mais se déclare prêt à se rallier sur ce point à la majorité.

iii) Contrôle et gestion

5. Les représentants ont estimé que les suggestions soumises dans le mémorandum de la CEA sont raisonnables, réalisables et sérieuses.

iv) Nature et formes des opérations de la Banque

6. Les représentants ont été d'avis que la Banque africaine de développement devrait limiter ses opérations au financement de projets multinationaux; elle ne devrait pas s'engager dans des opérations commerciales afin de ne pas gêner les banques nationales de développement, et de ne pas faire double emploi avec elles. La Banque africaine de développement ne devrait s'occuper que d'investissements à long terme; elle ne devrait faire aucun don, et tout don qu'elle pourrait recevoir de l'extérieur devrait être investi dans des projets productifs.

v) Remboursement des prêts

7. Dans ce domaine, il ne faudrait pas adapter de règle stricte. La Banque africaine de développement devrait être autorisée à adopter une attitude souple.

vi) Siège de la Banque

8. Il conviendrait de suivre la procédure habituelle de l'ONU en des cas semblables, autrement dit, chaque pays intéressé devrait présenter sa candidature et un vote devrait intervenir ensuite après débat complet.

vii) Bureaux régionaux

9. La création de bureaux régionaux devrait être décidée à la lumière des progrès réalisés par la Banque africaine de développement. On devrait suivre l'exemple de la Banque mondiale qui déconseille la création de bureaux régionaux au stade initial.

1. THEORY
The theory of the
relativity of simultaneity

is based on the following

assumptions: (1) The laws of physics are the same in all
inertial frames of reference. (2) The speed of light in vacuum is
the same in all inertial frames of reference.

These assumptions lead to the following

consequences: (1) Time is relative. (2) Length is relative.
(3) The simultaneity of events is relative. (4) The speed of light is
the same in all inertial frames of reference.

The theory of relativity is based on the following

principles: (1) The laws of physics are the same in all
inertial frames of reference. (2) The speed of light in vacuum is
the same in all inertial frames of reference. (3) The simultaneity of
events is relative. (4) The speed of light is the same in all
inertial frames of reference.

vi) Bureaux régionaux

8. Le porte-parole a été d'avis qu'il ne faudrait pas créer de succursales au stade initial de l'existence de la Banque, sans exclure cette possibilité pour l'avenir.

S. B. 103 10/10/10 10/10/10
10/10/10 10/10/10
10/10/10

10/10/10 10/10/10

10/10/10 10/10/10 10/10/10 10/10/10 10/10/10 10/10/10
10/10/10 10/10/10 10/10/10 10/10/10 10/10/10 10/10/10
10/10/10 10/10/10 10/10/10 10/10/10 10/10/10 10/10/10

ANNEXE VIII

DAHOMÉY

COMPTE RENDU DES CONSULTATIONS

I. Introduction

1. Le Groupe A2 a séjourné à Cotonou du 29 au 31 août 1962. Le Gouvernement du Dahomey était représenté à ces consultations par les personnalités suivantes:

M. Gaston de Souza	Directeur de cabinet au Ministère des Finances
M. Abou Boba Moussa	Directeur adjoint Ministère du Plan
M. Marcel Tokpranou	Directeur général Banque de développement
M. Kpognon Yedomon Stanislas	Conseiller Ministère des Finances et du Travail

II. Remarques générales

2. M. G. de Souza, qui a accueilli la mission au nom du Gouvernement du Dahomey, a déclaré que les opinions exprimées au cours des consultations devaient être considérées comme pouvant être revisées à la lumière des décisions qui seraient prises par l'Organisation africaine et malgache de coopération économique lors de sa prochaine session à Libreville. Il a cependant indiqué que le Gouvernement du Dahomey s'était rallié à la décision de principe prise pendant la quatrième session de la Commission économique pour l'Afrique, en vertu de laquelle des études et des enquêtes devraient être entreprises au sujet de la création d'une Banque africaine de développement.

III. Résumé des délibérations

(i) Objet de la Banque

3. Le porte-parole du Gouvernement du Dahomey a déclaré que celui-ci approuvait pleinement l'objet de la Banque africaine de développement tel qu'il était exposé dans le Mémoire de la CEA.

(ii) Structure financière

4. Il a déclaré qu'il n'était pas souhaitable que les pays non africains participent au capital action, mais que l'on pouvait accepter une participation étrangère sous des formes autres que la souscription au capital. Il faudrait prendre toutes précautions pour éviter que la Banque ne devienne pas un champ de bataille entre l'Est et l'Ouest. Il a approuvé la proposition selon laquelle l'existence d'un Comité technique chargé d'examiner critiquement l'intérêt des projets pour lesquels un financement est sollicité offrirait une garantie aux bailleurs de fonds étrangers qui pourraient envisager de placer de l'argent à la Banque.

5. Le porte-parole du Gouvernement du Dahomey a souscrit à la suggestion prévoyant de fixer à 200 millions de dollars des Etats-Unis le capital de la Banque. Il a estimé qu'il serait souhaitable que les contributions soient payées en monnaies fortes; étant donné, cependant, que de nombreux pays africains pourraient éprouver quelque difficulté à le faire, on pourrait accepter que certaines contributions soient payées en monnaies nationales. Le Gouvernement du Dahomey a fait savoir que, pour le moment, il préférerait n'avancer aucun chiffre avant à contribution qu'il pourrait verser. Une décision ne pourra être prise à ce sujet qu'à l'issue de la réunion actuellement en cours des pays de l'OAMCE. Il a indiqué qu'il était peu probable que la quote-part proposée dans le Mémoire de la CEA puisse être acceptée par la plupart des pays africains, dont le Dahomey. Les représentants du Gouvernement du Dahomey ont admis que les pays non africains pourraient contribuer aux opérations de la Banque par des emprunts, des dons, des obligations, etc. Les représentants du Gouvernement ont commencé par être opposés au principe des contributions supplémentaires à

ANNEXE VI

GHANA

COMPTE RENDU DES CONSULTATIONS

I. Introduction

1. Le Groupe A2 a séjourné à Accra du 20 au 24 août 1962. Le Gouvernement du Ghana était représenté aux consultations par les personnalités suivantes:

M. F.K.D. Goka	Ministre des finances et du commerce
M. J.H. Mensah	Secrétaire exécutif Commission ghanéenne de planification
M. K.B. Asante	Secrétaire principal Secrétariat pour les affaires africaines
M. C.C.Y. Onny	Secrétaire principal adjoint Ministère des finances et du commerce
M. S. Grant	Secrétaire adjoint Ministère des Finances et du Commerce
M. P. Mockel	Banque du Ghana
M. K. Gyasi-Twum	Banque du Ghana
M. I.K.B. Ausak	Secrétaire adjoint Ministère des Affaires étrangères

II. Remarques générales

2. Le Ministre des Finances a accueilli la Mission au Ghana au nom de son Gouvernement et a dit que le Ghana suivait avec grand intérêt les travaux du Comité des Neuf relatifs à la création d'une Banque africaine de développement. Le Gouvernement du Ghana a donné tout son appui à l'idée de la création d'une telle banque; il espère que toutes les difficultés seront surmontées et que la réalisation interviendra dans un délai raisonnable. A son avis, une Banque africaine de développement aiderait beaucoup les pays africains à améliorer leurs conditions économiques et sociales, ce qui contribuerait à l'unité de l'Afrique.

III. Compte rendu des consultations

(i) Objet de la Banque

3. Les représentants du Gouvernement du Ghana ont approuvé les idées développées

dans le memorandum du 2 juillet 1962 de la CEA et ont souligné que les ressources de la Banque devraient être exclusivement utilisées pour des projets de développement économique et social et ne pas servir à combler les déficits des balances des paiements.

(ii) Structure financière

4. Les représentants du Gouvernement ont également bien accueilli la suggestion émise dans le memorandum de la CEA d'après laquelle les pays africains pourraient seuls souscrire au capital-action et seraient ainsi, les seuls propriétaires légaux de la Banque. Les contributions de source non africaine devraient prendre la forme de prêts, dons, souscriptions d'obligations, etc. Les représentants ont cependant ajouté que pour inciter les pays non africains à apporter des fonds à la Banque, il faudrait les autoriser à souscrire au capital-action si c'était là pour eux le seul moyen d'apporter un concours financier à la Banque. Afin de réserver le contrôle de la Banque aux Africains, les contributions non africaines au capital-action ne devraient pas dépasser 20%.
5. Ils ont estimé qu'il conviendrait de s'efforcer aussi d'obtenir pour la Banque des fonds d'institutions financières internationales. Ils ont ajouté cependant qu'ils ne souhaitaient pas voir la Banque africaine de développement devenir un organe de transmission de l'assistance financière bilatérale ou multilatérale, aux pays d'Afrique.
6. Ils ont estimé que les contributions des pays africains devraient être établies en quote-parts à fixer d'après le revenu national de chaque pays et d'après d'autres critères. Si on fixe une quote-part minimale, on devra fixer aussi la quote-part maximale.
7. Ils ont été également d'avis que les contributions supplémentaires des pays africains devraient prendre la forme de prêts et de souscriptions d'obligations, lesquels ne leur donneraient pas de droit de vote mais porteraient intérêt.
8. Les représentants du Gouvernement du Ghana ont estimé que la part de capital-action versée, qui pourrait être par exemple le 50%, devrait être payée en devises convertibles. Les 50% restant devraient être disponibles en garantie des emprunts émis par la Banque, et devraient, dans les cas appropriés, être payés en monnaie locale.

9. Les représentants du Gouvernement du Ghana se sont montrés disposés à admettre que le paiement du capital-action se passe par versements annuels égaux, en cinq ans.

(iii) Contrôle et gestion

10. Le Gouvernement ne verrait pas d'objections à ce que des pays non africains soient représentés au Conseil des gouverneurs si ces pays sont autorisés à contribuer au capital-action de la Banque. Le contrôle de la Banque resterait africain puisque la participation éventuelle de ces pays non africains serait limitée à 20% du capital-action. Le Gouvernement du Ghana a également estimé que le Directeur exécutif et son adjoint devraient être tous deux Africains, mais qu'il ne devrait pas y avoir de restriction à l'emploi de non Africains pour les postes moins élevés.

11. Les représentants du Gouvernement ont fait part de leurs craintes que la Banque soit dominée par les principaux pays africains. Ils ont donc prôné l'égalité de voix pour tous les pays, quelle que soit l'importance de leur contribution.

12. D'après eux, il pourrait être utile de constituer un Comité technique de banquiers et techniciens éminents qui contribuerait à inspirer aux milieux étrangers une confiance plus grande en la solidité de la Banque, ce qui encouragerait de plus larges concours financiers. En tout cas, en dehors des départements techniques normaux, qui devraient être dirigés par un personnel de première classe, la Banque devrait avoir assez fréquemment recours aux services de conseillers étrangers. Ils ont également souligné que les membres du Comité technique ne devraient pas représenter leur pays. En outre, leur position devrait être définie dans la Charte de telle sorte qu'ils puissent exercer effectivement sur la politique de la Banque. En cette matière, il conviendrait de conserver à leurs opérations et à leurs avis techniques un caractère strictement confidentiel.

(iv) Nature et formes des opérations de la Banque

13. Les représentants du Gouvernement du Ghana ont admis que la Banque ne devrait financer que des projets situés en Afrique. Elle devrait financer des projets nationaux et des projets multi-nationaux mais devrait donner la priorité à ces derniers. D'après eux, il faudrait entendre par projets multi-nationaux des projets effectivement situés dans un pays mais devant profiter à deux pays au moins. Les

représentants du Gouvernement ont accepté que les fonds obtenus à des conditions commerciales servent à financer les projets productifs et que les fonds obtenus à des conditions non commerciales soient prêtés à un taux d'intérêt modique pour financer des projets d'infrastructure. Toutefois, pour l'estimation des projets à financer à des conditions non commerciales, il conviendrait d'appliquer les mêmes critères d'utilité économique que pour les projets productifs. Il conviendrait d'éviter tout arrangement administratif spécial qui pourrait avoir pour effet d'affecter d'avance à tels pays ou tels projets particuliers les fonds à intérêt modique mis à la disposition de la Banque. Il conviendrait de tenir compte des conditions auxquelles la Banque a emprunté ses fonds pour fixer le taux d'intérêt et les autres conditions auxquelles elle ferait ses prêts. La Banque ne devra pas être une institution à but lucratif mais il faudra que ses frais d'administration et la charge de ses emprunts soient toujours couverts.

(v) Remboursement des prêts

14. Les représentants ont suggéré que les prêts pourraient être remboursables soit en devises convertibles soit en monnaie locale, selon la monnaie dans laquelle le prêt a été consenti. Pour préserver les ressources de la Banque, les prêts consentis en monnaie convertible devraient être remboursés en monnaie convertible.

(vi) Siège de la Banque

15. Les représentants ont estimé qu'il conviendrait de donner la préférence à une grande ville pourvue d'un système de télécommunications efficace. En choisissant le siège de la Banque, il faudrait également tenir compte des possibilités de recrutement de personnel subalterne formé. Les facilités de communication avec les autres pays africains et avec les principales places financières du monde devraient être le critère déterminant.

(viii) Bureaux régionaux

16. La création d'une Banque centralisée a été jugée souhaitable pour les raisons suivantes:

- a) retards dans l'examen des demandes de fonds si des offices régionaux devraient en référer au Siège central pour décision;

- b) la suite réservée aux demandes de fonds manquerait d'uniformité si on créait des bureaux régionaux avec pouvoir de décision.
Dans une organisation de ce genre l'uniformité est très importante
- c) la création de bureaux régionaux accroîtrait des frais d'administration et des frais généraux;
- d) il ne serait pas conforme à une bonne gestion de répartir entre de nombreux bureaux subsidiaires le rare personnel dont on disposerait pour les opérations d'un niveau hautement spécialisé qu'une Banque de développement est appelée à exécuter.

ANNEXE VII

TOGO

COMPTE RENDU DES CONSULTATIONS

I. INTRODUCTION

1. Le Groupe A2 a séjourné à Lomé du 25 au 28 août 1962. Le Gouvernement du Togo était représenté aux consultations par les personnalités suivantes :

M. Paulin Eklan
Directeur au Plan
Présidence du Conseil

M. Boukari Djobo
Secrétaire au Plan

M. Vu Van Thai
Conseiller économique
Présidence du Conseil

M. T. Sallamy
Ministère des Affaires étrangères

M. J. Abalo
Ministère des Affaires étrangères

M. Pellefigne
Conseiller financier
Ministère des finances

II. REMARQUES GENERALES

2. M. Boukary Djobo a accueilli la mission au nom du Gouvernement du Togo et a déclaré que son Gouvernement admettait le principe de la création d'une Banque africaine de développement.

III. COMPTE RENDU DES CONSULTATIONS

i) Objet de la Banque

3. Les représentants du Gouvernement du Togo ont accepté l'objet de l'éventuelle Banque africaine de développement, tel qu'il est défini dans le mémorandum de la CEA. Ils ont ajouté, cependant, que la Banque devrait être en mesure d'assumer des risques préalables aux investissements et remplir le rôle de société d'investissement.

ii) Structure financière

4. Le porte-parole a fait savoir au Groupe que le Gouvernement n'avait pas encore pris officiellement position à ce sujet. Il a été d'avis, cependant, que le capital devrait être fixé en fonction des projets que la Banque se proposerait d'entreprendre.

iii) Contrôle et gestion

5. Sur ce point, les représentants du Gouvernement ont pleinement approuvé le mémorandum de la CEA mais ils ont estimé que les pays qui pratiquent la discrimination raciale ne devraient pas être admis comme membres de la Banque. Le porte-parole a accepté que les membres du Conseil d'administration soient élus par roulement et que la répartition géographique soit prise en considération. Il a été d'accord, également, pour estimer que le Directeur-général de la Banque et son adjoint devraient être africains. Il a cependant souligné qu'il faudrait adopter une attitude souple pour les nominations des fonctionnaires de rang moins élevé. Il faudrait s'attacher surtout à la compétence des candidats, tout en tenant un certain compte de la possibilité d'appliquer pour ces postes le principe de la répartition géographique.

iv) Nature et formes des opérations de la Banque

6. Les représentants du Gouvernement ont été d'avis que la Banque ne devrait financer que des projets situés en Afrique. Le porte-parole a également accepté que la Banque soit autorisée à financer des projets multi-nationaux et nationaux, estimant toutefois que la priorité devrait être réservée aux premiers. Quant au financement des projets productifs ou non productifs, le porte-parole a estimé que la Banque devrait être laissée libre de statuer dans chaque cas d'espèce.

v) Siège de la Banque

7. Les critères suivants devraient présider au choix du siège :

- a) Position géographique centrale en Afrique
- b) Facilité d'accès
- c) Le pays hôte devrait être en mesure d'offrir les services et commodités nécessaires.

admettre de la part des pays africains les plus riches, sous la forme de prêts ou de dons, mais ils sont revenus sur leurs objections après en avoir discuté davantage avec le Groupe. Ils ont manifesté quelque appréhension à l'idée que la Banque africaine de développement pourrait drainer éventuellement à son profit les sources de capitaux dont les pays africains peuvent actuellement bénéficier. Ils ont proposé que l'on ne prenne pas de décision définitive au sujet de la création de la Banque avant d'avoir mené à bien une enquête destinée à mettre en lumière les nouvelles sources de capitaux disponibles dans le monde.

(iii) Contrôle et gestion

6. Les représentants du Gouvernement du Dahomey ont indiqué qu'ils étaient en complet accord avec le Mémoire de la CEA. Ils ont soutenu la proposition tendant à la création d'un comité technique, qui à leur avis, serait une garantie pour les bailleurs de fonds étrangers. Ils ont estimé que les membres de ce comité devraient être aussi bien Africains que non Africains; ils seraient choisis uniquement selon leurs mérites et leur compétence. Les fonctions de ce comité technique seraient simplement consultatives, les questions de politique et les décisions appartenant au Conseil d'administration.

(iv) Nature et forme des opérations de la Banque

7. La Banque devra limiter ses opérations aux projets multinationaux. Quant aux projets nationaux, il conviendra de ne les prendre en considération qu'à la demande des banques nationales de développement, et en collaboration avec celles-ci. La Banque devra aider les banques nationales de développement à obtenir des fonds d'autres sources. Les représentants du Gouvernement du Dahomey ont estimé également que la Banque pourrait financer les entreprises publiques comme les entreprises privées, et exiger des gouvernements des garanties plus strictes.

(v) Siège de la Banque

8. Les critères principaux devraient être les suivants:

facilités d'accès, et surtout bons moyens de communications.

Les représentants du Gouvernement ont estimé que, pour les opérations de la Banque, de bons services de télécommunication (téléphone, télégraph, téléscrip-teurs) étaient plus importants que de bons moyens de transport par route, par mer et par air.

(vi) Offices régionaux

9. Ils ont estimé que les banques nationales de développement pourraient jouer le rôle de correspondants locaux.

ANNEXE IX

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
COMPTE RENDU DES CONSULTATIONSI. Introduction

1. Le Groupe A2 a séjourné à Bangui du 4 au 9 septembre 1962. Le Gouvernement de la République Centrafricaine était représenté aux consultations par les personnalités suivantes:

S.E. Hon Fidele Bonou

Ministre des Finances

M. Goughy

Directeur du Plan

M. Mainetti

Chef de la Section du commerce
extérieur,
Ministère de l'économie

M. Idiao

Directeur adjoint des
Finances

M. Serre

Conseiller économique

M. Pehoua

Directeur des Contributions
directes et des assurances

M. Mercier

Directeur général, adjoint,
Banque nationale de
développement

M. Alliot

Directeur de la Caisse
centrale de coopération
économique

M. Marchand

Directeur de la Banque centrale

M. Larrieu

Directeur des Relations
économiques,
Ministère des Affaires étrangères

M. Toromo

Directeur adjoint des,
Relations économiques
Ministère des Affaires
étrangères

II. Remarques générales

2. Le Ministre des Finances a souhaité la bienvenue au Groupe au nom du Gouvernement de la République Centrafricaine et il a déclaré que celui-ci avait suivi avec un vif intérêt l'évolution de la situation qui a abouti à la décision de créer une Banque africaine de développement.

III. Résumé des délibérations

(i) Objet de la Banque

3. Sur l'objet de la Banque, les représentants du Gouvernement de la République Centrafricaine ont souscrit au principe énoncé dans le Mémoire de la CEA mais ils ont insisté sur le fait que la Banque africaine de développement devra être à la fois une Banque africaine et une banque de développement.

4. Ils ont également suggéré que la Banque de développement soit créée par étapes; c'est-à-dire qu'il conviendrait d'abord de fonder des Banques nationales de développement, puis de Banques sous-régionales de développement, suivies de Banques régionales de développement et, enfin, d'une Fédération des Banques régionales de développement qui pourrait se transformer en une Banque panafricaine de développement. Après avoir reçu du groupe l'assurance que la Banque africaine de développement ne serait pas en concurrence avec les Banques nationales de développement pour les capitaux indispensables, mais qu'elle chercherait de nouvelles sources de financement, les représentants du Gouvernement ont bien voulu examiner les termes du Mémoire de la CEA, en ajoutant qu'ils appuieraient la création de la Banque, étant bien entendu qu'elle serait en mesure de trouver des sources de capitaux nouvelles et supplémentaires.

(ii) Structure financière

5. Les représentants du Gouvernement ont admis que le capital action de la Banque devra être entièrement africain et que la participation non-africaine à la Banque devra prendre une forme autre que l'acquisition

ANNEXE X

REPUBLIQUE DU CONGO (Léopoldville)
COMPTE RENDU DES CONSULTATIONS

I. Introduction

1. Le Groupe A2 a séjourné à Léopoldville du 10 au 14 septembre 1962. Le Gouvernement de la République du Congo (Léopoldville) était représenté aux consultations par les personnalités suivantes:

S.E. Jacques Massa	Ministre du Plan
M. Michel Sami	Secrétaire général au Plan
M. Antoine Lawrence	Conseiller économique Ministère du Plan et de la Coordination
M. Dominique Kiabilua	Chef de cabinet, Ministère des Finances
M. Massaut	Conseiller Ministère des Finances
M. Jean-José Malet	Chef de cabinet adjoint, Ministère du Plan

II. Remarques générales

2. Le Ministre du Plan a souhaité la bienvenue aux membres du Groupe au nom du Gouvernement congolais. Il a déclaré que, de l'avis de son Gouvernement, le Congo doit nécessairement être membre de la Banque, au même titre qu'il doit chercher à devenir membre effectif du Fonds monétaire International et de la BIRD.

3. En ce qui concerne la question de savoir si la République du Congo dispose actuellement des devises nécessaires pour lui permettre de participer au capital de la Banque africaine de développement, le représentant du Gouvernement a estimé que la pénurie actuelle de devises, encore qu'elle revête

une importance certaine, ne saurait influencer sur le principe de la participation mais que les modalités de la libération du capital souscrit par le Congo devraient faire l'objet de négociations avec le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement.

4. Le Ministre des Finances a noté que le capital à souscrire s'élevait à 200 millions de dollars des Etats-Unis, dont 50 % à verser sur une période de 5 ans, le reste n'étant exigible que pour garantir les opérations de la Banque. Sur cette base et compte tenu du fait que les membres possibles sont au nombre de 33, la contribution maximum du Congo devrait donc s'élever à 100 millions de dollars divisés par 33, soit 3 millions de dollars, ce qui représenterait 600.000 dollars des Etats-Unis par an pendant 5 ans. Cette contribution ne semble pas excessive mais, en raison des difficultés que le pays connaît actuellement pour ce qui est des devises il pourrait demander à la Banque d'autoriser l'étalement des paiements sur une plus longue période, 10 ans par exemple.

III. Résumé des délibérations

(i) Objet de la Banque

5. Les représentants du Gouvernement congolais ont exprimé leur accord sur l'objet de la Banque tel qu'il est défini dans le Mémoire de la CEA. Ils ont néanmoins estimé qu'une Banque africaine de développement devrait tendre à s'adapter aux conditions africaines plutôt que de sembler tenir son existence des institutions financières internationales. La Banque devrait s'attacher surtout aux opérations à longue échéance en consentant des taux d'intérêt très faibles. Pour ce qui est de la nécessité de préserver le caractère africain de la Banque, ils ont estimé qu'il s'agissait d'un problème politique et non bancaire.

d'actions. Ils ont estimé que la contribution des pays africains devra être proportionnelle à leurs budgets particuliers.

(iii) Contrôle et gestion

6. Les représentants du Gouvernement ont préconisé une représentation égale de tous les pays au sein du Conseil des Gouverneurs de la Banque, quel que soit le montant des contributions particuliers. A la question de savoir quel stimulant, de l'avis du Gouvernement de la République Centrafricaine, on pourrait offrir aux souscripteurs les plus importants, ils ont répondu qu'il conviendrait que les contributions soient faites pour la cause de la solidarité et de la coopération africaines. Ils ont approuvé les termes du Mémoire relatif au Conseil d'administration et la suggestion selon laquelle le Directeur et le Directeur adjoint de la Banque devront être tous deux des Africains. Quant au personnel il devra être engagé sur la base de la compétence.

(iv) Nature et formes des opérations de la Banque

7. La nature des opérations de la Banque africaine de développement devra être dictée par la structure de la Banque, c'est-à-dire qu'on utilisera les prêts consentis à des conditions commerciales au financement des projets productifs, alors que les prêts consentis à des taux de faveur serviront à financer les projets d'infrastructure. Tous les deniers reçus par la Banque africaine de développement ne devront pas être distribués en tant que dons, mais devront être versés à une "caisse spéciale" qui permettra à la Banque d'accorder des prêts à des conditions favorables. Les prêts devront être remboursés en monnaies nationales.

(v) Siège de la Banque

8. Les suggestions formulées dans le Mémoire de la CEA ont été approuvées. Les représentants du Gouvernement ont estimé que la République Centrafricaine répondait aux critères préconisant une position géographique centrale.

(vi) Bureaux régionaux

9. Les représentants du Gouvernement se sont révélés favorables au principe d'une complète centralisation; ils ont ajouté que les Banques nationales de développement pourraient jouer le rôle de correspondants locaux.

(ii) Structure financière

6. Les représentants du Gouvernement du Congo ont admis qu'il n'était que juste et équitable que le capital de la Banque soit souscrit par les seuls pays africains.

7. Tout en approuvant les grandes lignes du Mémorandum de la CEA, le Gouvernement a pensé qu'une Banque africaine de développement devra rester en contact étroit avec les institutions financières internationales, surtout pour ce qui est des capitaux à rassembler. Il a également admis que le capital initial soit fixé à 200 millions de dollars des Etats-Unis et il a approuvé les propositions du Mémorandum de la CEA relatives à la répartition des contributions.

(iii) Contrôle et gestion

8. Les représentants du Gouvernement ont approuvé les suggestions du Mémorandum de la CEA, mais ils n'ont pas estimé qu'il serait nécessaire d'attribuer des sièges permanents aux souscripteurs les plus importants. Ils ne sont pas opposés au principe des sièges permanents, mais ils ont demandé que pour leur attribution, on s'inspire d'un critère autre que le montant des contributions.

(iv) Nature et formes des opérations de la Banque

9. Les représentants du Gouvernement ont estimé qu'une Banque africaine de développement devrait financer aussi bien les projets publics que les projets privés. Au Congo où aucune possibilité de financement n'existe pour le secteur privé, une Banque africaine de développement qui pourrait consentir des crédits à long terme en faveur des projets privés serait très bien accueillie. Il faudrait que ces projets aient l'appui de l'Etat qui offrirait des garanties suffisantes. Ils ont également indiqué que les

capitaux que la Banque pourrait obtenir à des taux commerciaux devront être prêtés à des taux commerciaux pour le financement des projets productifs et que les prêts qu'elle obtiendrait à des taux de faveur devront servir au financement des projets d'infrastructure. La Banque africaine de développement ne devrait pas accorder de dons. Tous les dons qu'elle pourrait recevoir devront être distribués sous forme de prêts à long terme et à faible taux d'intérêt pour financer des projets d'infrastructure. Les représentants du Gouvernement se sont fermement opposés au principe consistant à réserver une priorité aux projets multinationaux. Tous les projets devront bénéficier d'une priorité égale, chacun d'eux devant être jugé uniquement selon son intérêt. Les représentants du Congo ont estimé que la Banque devra fournir une assistance technique aux pays africains pour leur permettre de procéder à des enquêtes sur la possibilité de réaliser les projets et de recueillir des renseignements techniques. Les pays seraient ainsi certains que leurs projets pourront intéresser la Banque.

(v) Siège de la Banque

10. L'existence de moyens de communication et les facilités d'accès sont les deux critères essentiels. Comme toutes les lignes aériennes convergent sur Léopoldville, les représentants du Gouvernement du Congo ont estimé que cette ville serait un siège idéal pour la Banque africaine de développement.

11. Les représentants du Gouvernement congolais ont exprimé l'avis que le pays d'accueil devra fournir le terrain, les bâtiments, etc.

(vi) Bureaux régionaux

12. De l'avis des représentants du Congo, il est inutile au début de prévoir des bureaux régionaux. L'ouverture de succursales devra être proposée

par le Directeur de la Banque lorsque celle-ci aura été exploitée pendant quelque temps. Au moment où une recommandation de cette nature sera faite, le Conseil d'administration prendra la décision requise.

13. Le Gouvernement congolais préférerait toutefois que la Banque soit entièrement centralisée.

1. $\frac{1}{2} \log \frac{1}{2}$
2. $\frac{1}{2} \log \frac{1}{2}$
3. $\frac{1}{2} \log \frac{1}{2}$

4. $\frac{1}{2} \log \frac{1}{2}$
5. $\frac{1}{2} \log \frac{1}{2}$
6. $\frac{1}{2} \log \frac{1}{2}$
7. $\frac{1}{2} \log \frac{1}{2}$
8. $\frac{1}{2} \log \frac{1}{2}$
9. $\frac{1}{2} \log \frac{1}{2}$
10. $\frac{1}{2} \log \frac{1}{2}$

ANNEXE XI

REPUBLIQUE DU CONGO (Brazzaville)

COMPTE RENDU DES CONSULTATIONS

I. Introduction

1. Le Groupe A2 a séjourné à Brazzaville du 15 au 17 septembre 1962. Le Gouvernement de la République du Congo (Brazzaville) était représenté aux consultations par les personnalités suivantes:

M. Massamba-Debat

Ministre des Finances et
du Plan

M. Kikounga-Ngot

Ministre de l'Economie

II. Remarques générales

2. Le Ministre des Finances et du Plan a souhaité la bienvenue au Groupe et il a rappelé que, lors de la quatrième session de la Commission économique pour l'Afrique, son pays avait pris une part active aux débats qui ont abouti à l'adoption de la Résolution 52 (IV).

III. Résumé des délibérations

3. Les représentants du Gouvernement ont fait observer que la proposition tendant à fonder une Banque africaine de développement n'avait pas rencontré d'opposition à Addis-Abéba et qu'il n'y avait aucune raison de croire qu'elle puisse faire l'objet d'une opposition de la part des gouvernements raisonnables et moins encore de la part du Gouvernement congolais. Ils ont estimé toutefois que les modalités envisagées pour la création d'une telle Banque devraient s'inspirer davantage du possible et du réel qu'il n'est prévu dans le Mémoire de la CEA. De l'avis de leur

Gouvernement, la Commission économique pour l'Afrique devra procéder à des études complémentaires sur cette question et aider les pays africains à créer des banques nationales de développement, ce qui conduirait à la création de banques régionales et inter-régionales en Afrique. Le Gouvernement congolais ne saurait avancer toutefois que cette manière de voir soit incompatible avec l'oeuvre déjà entreprise par le Comité des Neuf. Il a estimé qu'il est possible de concilier les deux solutions et un dialogue pourrait être engagé en vue d'un accord sur la possibilité de fonder une Banque africaine de développement.

ANNEXE XII

GABON

COMPTE RENDU DES CONSULTATIONS

I. Introduction

1. Le Groupe A2 a séjourné à Libreville du 18 au 21 novembre 1962. Le Gouvernement de la République du Gabon était représenté aux consultations par les personnalités suivantes:

M. François Meye

Ministre des Finances

M. Roger Le T. Lem

Conseiller

II. Résumé des délibérations

2. Le Président du Groupe de consultation a expliqué que l'objet de la visite du Groupe était de recueillir les opinions du Gouvernement du Gabon sur le projet de création d'une Banque africaine de développement. Le Ministre des Finances a répondu que lors de la dernière session de la CEA à Addis-Abéba, le Gouvernement du Gabon avait, comme tous les autres gouvernements des pays africains, soutenu le principe de la création d'une Banque africaine de développement. Il a cependant rappelé que même à cette session, des divergences d'opinions s'étaient manifestées quant aux méthodes à employer en vue de la création de cette Banque. Il a ajouté que, lors de la dernière session de l'OAMCE, les représentants de cette organisation avaient estimé qu'il serait prématuré de créer actuellement à Libreville une banque africaine de développement et que la méthode la plus judicieuse serait de commencer par fonder des banques nationales de développement, de créer ensuite des banques sous-régionales puis régionales de développement, lesquelles pourraient finalement s'associer pour former la Banque africaine de développement. Cependant, l'OAMCE a décidé de rédiger

(ii) Financial Structure

7. The Governments shared the view expressed by the Committee of Nine that the Bank should be an African institution, owned by African Governments, controlled and managed by Africans and free from political influence both internal and external. They felt, therefore, that as a first means of preserving the African character of the Bank, the share capital should be entirely subscribed by the African member States.

8. Some Governments wondered, however, whether if non-African countries were unwilling to support the Bank in any other way, it might not be advisable to allow them to subscribe to the share capital. Control of the Bank could be kept in the hands of Africans by limiting non-African subscriptions to a small percentage of the total share capital, with a proportionate limitation of voting rights. If such a system were accepted, the number of votes available for the non-African countries would have to be distributed amongst those countries in accordance with conditions to be laid down in the Bank's Charter.

9. In general, Governments, agreed that the Bank's share capital should amount to US\$200 million, it being understood that this capital could be increased as the activities of the Bank developed.

10. The Governments also agreed that the paid-in capital (50 per cent of the total share capital) should be paid in convertible currency, the remainder being available as guarantees for loans raised by the Bank, and, where appropriate, payable in local currencies.

11. There was a variety of suggestions concerning the size of the contributions of the different African countries to the Bank's share capital. Several Governments considered that there should be a fixed minimum subscription. They added, however, that there should also be a fixed maximum contribution in order to prevent the richer countries from gaining control of the Bank. Each country's subscription could then be determined on the

basis of certain criteria, such as gross national product and national income. Certain Governments suggested that the size of the national budget and such general factors as population should also be taken into consideration.

12. It was generally felt that in addition to their subscriptions to the share capital, African countries should, if possible, assist the Bank by making loans directly or through the purchase of the Bank's debentures. Such additional contributions should not entitle countries to increased voting rights, but interest should be paid on the loans.

13. All countries consulted expressed the view that non-African participation to the capital of the Bank should, in principle, be permitted in the form of loans, debenture subscriptions and grants.

(iii) Control and Management

14. Governments generally agreed with the proposals contained in the ECA Memorandum.

(iv) Nature and Forms of the Bank's operations

15. The Governments unanimously agreed that only development projects located in Africa should be financed by the Bank.

16. Most Governments felt that the Bank should finance multi-national projects only. Some felt, however, that the Bank could finance national as well as multi-national projects, but that priority should be given to the latter.

17. Productive projects should be financed with funds obtained on commercial terms, while non-productive projects should be financed with funds obtained on non-commercial terms. While a majority of the governments felt that the Bank should refrain from financing private sector projects, several governments favoured participation in the promotion of private industry.